

# Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

En 2003 l'AIFA a adopté le Code mondial antidopage de l'AMA comme base de la lutte contre le dopage afin d'harmoniser ses règles (listes des substances prohibées, procédures et sanctions) avec celles de l'ensemble des instances sportives internationales.

L'Article 3 de la Constitution 2014 de l'AIFA stipulait qu'un des objectifs (Alinéa 5) de l'instance internationale était de veiller à l'application de toutes ses règles que ce soit dans ses compétitions mais aussi dans celles relevant des Associations continentales et des Fédérations nationales. L'AEA en tant qu'entité géographique relevant de l'AIFA avait en conséquence l'obligation de respecter aussi cet objectif pour ses propres compétitions (CE entre autres) (Article 4, Alinéa 8 & Article 9, Alinéa 2 de la Constitution de l'AIFA) notamment en matière de sanctions (disqualifications et annulations de résultats) envers tout athlète dopé (Article 30, Alinéa 2 des règles antidopage de l'AIFA).

**Note :** L'AMA faisait une différence dans les substances interdites entre celles **non spécifiées** utilisées uniquement en raison de leur capacité d'amélioration des performances (Anabolisants, certains Stimulants, Hormones de croissance, EPO) et celles **spécifiées** utilisées aussi à des fins thérapeutiques (Médicaments, Diurétiques, certains Stimulants, Narcotiques) ou récréatives (Cannabis) donc susceptibles d'introduire un doute sur la volonté de se doper (Article 4, Alinéa 2 de son Code en vigueur depuis le 1<sup>e</sup> Janvier 2009).

À l'ouverture des CE 2014, les athlètes reconnus coupables d'usage de produits interdits suite à un prélèvement urinaire ou sanguin (y compris lors de retestages d'échantillons conservés) ou suite à toute forme d'évidence de dopage (témoignages, preuves écrites, conclusions tirées du Passeport Biologique de l'Athlète ou de toute analyse d'informations, aveux de dopage) mais aussi de toute autre violation des règles antidopage (refus de se soumettre à un test ou de fournir un échantillon, détention & trafic de substances interdites, falsification de tout ou partie du processus de contrôle ou encore défaut de déclaration de localisation précise et complète pour la bonne réalisation des contrôles) (Articles 32 & 33 des règles AIFA), subissaient des sanctions prévues par le règlement AIFA :

- l'Article 38 organisait la procédure disciplinaire.

\* Tout athlète **devait** être suspendu provisoirement par l'AIFA (athlète de niveau international) ou sa fédération (tout autre athlète) jusqu'à la résolution finale de son cas pour des substances **non spécifiées** mais **pouvait** facultativement l'être pour des substances **spécifiées** et les autres cas de violations des règles antidopage (Alinéa 2).

\* Si la fédération de l'athlète ne décrétait pas de suspension provisoire relevant de son domaine alors l'AIFA l'imposait (Alinéa 3).

\* Tout athlète avait droit à une audition devant sa fédération avant que ne soit prise une sanction éventuelle (Alinéa 7).

\* Tout athlète dont l'infraction était avérée après son audition ou qui en avait renoncé au droit était sanctionné par sa fédération (Alinéas 1 & 8).

Toute décision (sanction ou blanchiment) prise par l'organe disciplinaire de 1<sup>e</sup> instance d'une fédération pouvait faire l'objet d'un appel (Alinéa 13) :

- **toujours** auprès du TAS pour tout athlète de niveau international (Article 42, Alinéa 3) sur initiative de l'AIFA ou de l'athlète concerné notamment (Article 42, Alinéa 5).

- **principalement** auprès d'un organisme indépendant d'appel fédéral ou sportif national pour tout autre athlète (Article 42, Alinéa 4) sur initiative de l'athlète concerné ou de sa fédération notamment (Article 42, Alinéa 6) (décisions contestables devant le TAS par l'AIFA, Article 42, Alinéa 7) ou **exceptionnellement**, en cas de carence d'un tel organisme, par l'AIFA auprès du TAS (Article 42, Alinéa 8).

Dans tous les cas les décisions du TAS étaient définitives (Article 42, Alinéa 25).

- l'Article 40 prévoyait des sanctions individuelles.

\* En cas d'infraction à l'occasion d'une compétition (Championnats ou réunion), disqualification de **tous** les résultats individuels de l'athlète quel que soit le moment de la compétition où la violation a eu lieu (Alinéa 1) et, aussi pour un contrôle inopiné ou tout autre cas de violation, disqualification de **toutes** les performances réalisées entre la date du prélèvement ou de la violation et le début de la suspension provisoire éventuelle ou de la suspension finalement décidée (Alinéa 8).

\* Suspension de **2 ans** (1<sup>e</sup> violation) et au minimum **8 ans** (2<sup>e</sup> violation) pour un test positif à toute substance **spécifiée** ou **non**, un refus de prélèvement, une évidence de dopage, la détention de drogues ou une falsification lors du processus de contrôle (Alinéas 2, 3 & 7).

**Note :** Cette suspension pouvait être portée à **4 ans** maximum (1<sup>e</sup> violation) et à **vie** (2<sup>e</sup> violation) en cas de circonstances aggravantes, notamment plusieurs violations successives ou l'implication dans un plan de dopage collectif (Alinéas 6 & 7).

\* Au minimum une **réprimande** (avec disqualification de la compétition) et au maximum **2 ans** de suspension (1<sup>e</sup> violation) et de **1 à 4 ans** de suspension (2<sup>e</sup> violation) pour un test positif à une substance **spécifiée** si l'athlète pouvait établir comment elle était entrée dans son corps (accident ou prescription médicale) et qu'elle n'était pas destinée à améliorer ses performances (Alinéas 4 & 7).

**Note :** Si la 2<sup>e</sup> violation n'était pas dans la même catégorie de substance ou de situation que la 1<sup>e</sup>, l'AIFA considérait qu'il y avait quand même récidive et les différentes suspensions pouvaient aller, au gré des combinaisons, de **1 an** à la radiation à **vie** (Alinéa 7).

\* Toute combinaison de 3 tests manqués au cours d'une période de 18 mois due à des manquements de localisation précise et correcte de la part d'un athlète entravant ainsi la réalisation des contrôles, entraînait une suspension au minimum d'**1 an** et au maximum de **2 ans** en fonction du degré de faute de l'athlète (Alinéa 3).

\* Une 3<sup>e</sup> violation entraînait une suspension à **vie** (Alinéa 7).

# Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

\* La période de suspension commençait à la date de sa prise de décision par la fédération nationale (le plus souvent le jour de l'audition) ou si l'athlète admettait rapidement sa faute par écrit, à la date du prélèvement ou de la violation, toute période de suspension provisoire étant déduite de la durée totale à purger (**Alinéa 10**).

- l'Article 41 prévoyait des sanctions collectives.

\* Lorsque l'athlète ayant violé les règles antidopage était membre d'un relais, l'équipe devait être disqualifiée de la compétition, que l'infraction ait eu lieu pendant la dite compétition (**Alinéa 1**) ou avant (**Alinéa 3**), avec toutes les conséquences qui en découlaient pour elle (perte de médailles et de diplômes).

**Note** : Dans le cas où l'athlète dopé n'avait participé qu'à un tour préliminaire du relais, cet alinéa ne prévoyait pas expressément s'il fallait aussi disqualifier l'équipe en Finale à laquelle il n'avait pas pris part. En pratique la disqualification du relais finaliste découlait implicitement de celle du/des relais du/des tours précédents qui avai(en)t permis l'accès à la Finale.

En pratique aussi, dans le cas où l'athlète dopé n'avait pris part qu'à la Finale, seul le relais finaliste était disqualifié.

\* Lorsque l'athlète incriminé participait en compétition à une épreuve où un classement par équipe était basé sur l'ajout des résultats d'un certain nombre des membres les mieux placés, la formation n'était pas automatiquement disqualifiée. La performance de l'athlète était ôtée du résultat collectif et remplacée par celle du membre le mieux placé de sa formation parmi ceux non initialement retenus. Si en enlevant le résultat de l'athlète le nombre de ses coéquipiers était inférieur au nombre requis pour le classement, l'équipe était disqualifiée (**Alinéa 2**).

2 athlètes ont été convaincus de dopage suite à des contrôles réalisés pendant les **CE de Zürich** :

@ Alexei CRAVCENCO (**Moldavie**), 7e en Séries du 400m Haies en 55"66, a été contrôlé à l'issue de sa course (**12 Août**).

Le test s'est avéré positif au **Stanozolol**. Disqualifié des **CE**, il a été suspendu **2 ans**.

@ Adil BOUAFIF (**Suède**) a abandonné dans le 10 000m en raison d'une blessure à l'aine persistante.

La veille de la course (**12 Août**) le Suédois a subi un contrôle antidopage, avéré positif à l'**EPO** en Septembre.

**BOUAFIF** a nié se doper arguant que son échantillon avait pu être échangé par mégarde avec celui d'un autre athlète.

Suspendu **2 ans** par l'Association Suédoise d'Athlétisme, le fondateur a fait appel devant le Comité National des Sports de son pays qui après enquête et une longue procédure, a confirmé les sanctions en **Avril 2016** :

Suspension de **2 ans** (**Septembre 2014 / Septembre 2016**) et annulation des résultats depuis la date du contrôle.

**Note** : En Novembre **2015**, une Commission d'enquête indépendante nommée par l'**AMA** a rendu public un rapport accablant dénonçant un vaste système de dopage généralisé et de corruption dans l'Athlétisme russe. Cette enquête faisait suite aux allégations en **2014**, dans un documentaire de la télévision allemande **ARD**, d'athlètes, d'entraîneurs et de responsables antidopage russes accusant le système sportif de leur pays de pourvoir nombre de ses compétiteurs en produits dopants en échange d'un pourcentage de leurs gains et de falsifier ou détruire des échantillons positifs avec la complicité du Laboratoire antidopage de **Moscou** et l'aval du gouvernement.

Dans la foulée le Conseil de l'**AIFA** réuni le **13 Novembre 2015** par vidéoconférence depuis **Londres** a suspendu provisoirement la Fédération Russe d'Athlétisme en tant que membre (Articles **6 & 14** de la Constitution **AIFA** en vigueur) en attendant la fin de l'enquête. En conséquence la Fédération Russe devait déléguer la gestion des cas de dopage en suspens et à venir de ses athlètes au **TAS** ou à tout autre organe externe (**RUSADA** notamment) rendant une décision en 1e instance (Article **38**, **Alinéa 5** des règles **AIFA 2016/2017**).

## Le passeport biologique de l'athlète (PBA)

Le **PBA**, document électronique rassemblant les résultats des contrôles antidopage d'un sportif ainsi que ses profils hématologique et endocrinologique tenus à jour en permanence, a permis de déceler l'usage régulier de substances interdites sur la base des variations anormales de ces paramètres pour une période donnée et ce sans qu'il y ait eu de contrôle positif proprement dit.

L'**AIFA** l'a adopté en **2009** et a pu annoncer à partir de **2012** les noms d'athlètes sanctionnés car leurs profils du **PBA** étaient suspects et considérés comme une évidence de dopage (Article **33**, **Alinéa 3** pour les années **2012 à 2017** & Article **3**, **Alinéa 2** à partir de **2018** des différents règlements antidopage **AIFA/WA** correspondant aux cas concernés).

Au fur et à mesure des annonces ces athlètes ont été suspendus et certains d'entre eux ayant participé aux **CE 2014** en ont été disqualifiés quand la date de départ des variations anormales constatées marquant le début de l'annulation des résultats était antérieure à leur(s) épreuve(s) européenne(s) :

@ Ilja NIKOLAJEV (**Estonie**), (depuis le **16 Avril 2013**), Abandon dans le Marathon, suspendu **2 ans**

@ Anna MISHCHENKO (**Ukraine**), (depuis le **28 Juin 2012**), 5e en Séries du 1500m en 4'14"24, suspendue **2 ans**

@ Meliz REDIF (**Turquie**), (depuis le **26 Juin 2012**), 8e en Séries avec le Relais 4x400m turc en 3'48"10, suspendue **3 ans**

@ Bahar DOGAN (**Turquie**), (depuis le **3 Juin 2011**), 45e du Marathon en 2h47'11", suspendue **2 ans et 6 mois**

et perte de la 8e place de la Turquie dans le classement de la Coupe d'Europe par équipes en 7h59'02",

la formation turque étant finalement disqualifiée car sans **DOGAN**, seulement 2 marathoniennes étaient placées.

@ Hakan DUVAR (**Turquie**), (depuis le **11 Août 2014**), 8e en Séries du 3000m Steeple en 8'42"03, suspendu **4 ans**

# Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

@ Gamze **BULUT** (Turquie), (depuis le **20 Juillet 2011**), 10e du 5000m en 15'44"73  
et 12e en Séries du 1500m en 4'18"28, suspendue **4 ans**

@ Mehmet **AKKOVUN** (Turquie), (depuis le **11 Août 2014**), Abandon dans le 10 000m, suspendu **4 ans**  
@ Mikhaïl **RYZHOU** (Russie), 4e du 50km Marche en 3h39'07",  
résultats annulés entre le **9 Septembre 2012** et le **2 Juin 2015** (sanction **2018**)

Initialement (**2015**) le Russe a été convaincu de dopage à l'**EPO** suite à un contrôle fait à l'entraînement à **Saransk (Russie)** le **2 Juin 2015** et a été suspendu **4 ans** (**15 Juillet 2015/14 Juillet 2019**). En **2018** les variations anormales des résultats de son **PBA** ont révélé l'utilisation de produits dopants dès **2012**. **RYZHOU** a vu ses résultats annulés entre le **9 Septembre 2012** (début des anomalies) et le **2 Juin 2015** afin de faire la jonction avec l'annulation initiale des résultats due au test de **Saransk**. En revanche il n'y a pas eu de suspension supplémentaire imposée car la récidive n'a pas été retenue, la violation **PBA**, antérieure à la violation **EPO**, a été avérée après.

@ Aleksandr **IVANOV** (Russie), 2e du 20km Marche en 1h19'45",  
suspendu **2 ans** (sanction **2020**) et résultats annulés du **9 Juillet 2012** au **17 Août 2014** (sanction **2018**)

Initialement suspendu **3 ans**, l'athlète a fait appel devant le **TAS** qui en Février **2020** a décidé de réduire la suspension à **2 ans** n'ayant pas retenu les circonstances aggravantes. En revanche la période d'annulation de ses résultats a été maintenue. Son implication avérée (**2022**) dans les examens des données du **LIMS** (cf plus bas) avec la révélation après enquête de la positivité à 2 produits d'un test inopiné du **6 Mai 2012**, a confirmé le dopage.

**IVANOV** a écopé de **2 ans** supplémentaires de suspension et d'un élargissement de l'annulation de ses résultats à compter du **6 Mai 2012**.

@ Nazar **KOVALENKO** (Ukraine), 14e du 20km Marche en 1h23'51",  
suspendu **3 ans** et résultats annulés du **11 Mai 2012** au **17 Mai 2015**

## Retestages AIFA

Dans le cadre de sa politique de lutte antidopage, l'**AIFA** a procédé à partir de **2012**, à une nouvelle analyse d'échantillons prélevés lors de **CM** précédents. Ces échantillons négatifs de toute substance dopante à l'époque avaient été congelés en laboratoire par précaution à l'issue des différents **CM** afin de permettre leur réanalyse ultérieure en utilisant les techniques les plus récentes.

**Note** : Les différentes réglementations antidopage de l'**AIFA** en vigueur les années concernées autorisaient les réanalyses (Article **36**, Alinéa **5**) mais toute action intentée contre un athlète fautif dans ce cas devait l'être dans les **8 ans** suivant la violation (Article **46**) jusqu'en **2014**, délai porté à **10 ans** à partir de **2015** (Article **47**).

En vertu du principe de non rétroactivité des règles de l'**AIFA** relatives aux questions de fond, les sanctions applicables pour dopage dans les cas de réanalyses devaient être celles en vigueur les années durant lesquelles les prélèvements conservés avaient été faits (à savoir **2013** pour les **CM** concernés ci-dessous).

Les résultats des **CE 2014** d'une athlète ont été annulés suite au retestage avéré positif de ses échantillons des **CM 2013** de **Moscou** :

@ Anna **BULGAKOVA** (Russie), non classée (3x0) en Finale du Marteau, suspendue **2 ans**  
& résultats annulés du **16 Août 2013** (jour du test à l'issue de la Finale) au **15 Août 2015**

suite à la réanalyse positive au **Turinabol oral** annoncée en Mars **2017**, de ses échantillons prélevés lors des **CM 2013**.

L'implication annoncée (**2017**) de **BULGAKOVA** dans le système de dopage mis à jour par le rapport **McLAREN** (cf plus bas), a confirmé son recours aux substances interdites mais n'a pas été traitée comme une récidive car elle a été avérée après la violation de **2013**.

La Russe a ainsi été sanctionnée (**2019**) par une suspension de **2 ans** supplémentaires et a vu ses résultats annulés entre le **30 Juin 2013** et le **15 Août 2015**.

## Retestages CIO

Dans le cadre de sa politique en matière de lutte contre le dopage, le **CIO** a fait conserver en laboratoire les échantillons testés négatifs prélevés à l'occasion (période olympique) des **JO 2012** afin de pouvoir les faire réanalyser dans le cas où de nouveaux procédés seraient apparus pour mieux détecter la présence de substances interdites.

Sur sa demande, certains de ces échantillons ont à nouveau été testés à partir d'Août **2015** comme l'autorisaient ses règles antidopage applicables pour les **JO** concernés (Article **5** pour **2012**) et ce dans la limite réglementaire du délai de prescription de **8 ans**. Le **CIO** a annoncé à partir de **2016** que des échantillons prélevés lors des **JO 2012** et réanalysés s'étaient avérés positifs à divers produits interdits.

Certains des athlètes concernés ont participé aux **CE de Zürich** et en ont été disqualifiés :

@ Maksim **DYLDIN** (Russie), 3e en Demi-finales du 400m en 46"05 & 2e avec le Relais 4x400m (n'a pas pris part aux Séries) en 2'59"38  
& résultats du **5 Août 2012** (Demi-finales du 400m des **JO**) au **22 Mai 2015** annulés

Le **TAS** agissant en 1<sup>re</sup> instance a suspendu en Janvier **2017** **DYLDIN** pour une période de **4 ans** pour avoir refusé de se soumettre à un contrôle et s'être échappé le **22 Mai 2015** à **Adler (Russie)**. En Février **2017** la nouvelle du retestage de ses échantillons des **JO 2012** avéré positif au **Turinabol oral** a été confirmée. N'étant pas considéré comme récidiviste, la suspension du Russe est restée la même.

# Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

@ Anna NAZAROVA-KLYASHTORNAYA (Russie), 10e de la Longueur avec 6,31m, suspendue **2 ans**

& résultats du **8 Août 2012** (Finale des **JO 2012**) au **31 Août 2014** annulés

Le **TAS** agissant en 1e instance en Octobre **2019** a étendu la période de disqualification des résultats de la Russe à un peu plus de **2 ans** (jusqu'à la date arbitraire du **31 Août 2014**) afin d'englober dans l'annulation ses performances des **CE de Zürich 2014**.

À noter que l'**AIFA** avait demandé que la période d'invalidation des résultats aille du **8 Août 2012** au **17 Mai 2017** (suspension provisoire) soit **4 ans & 9 mois** mais le **TAS** l'a évaluée en proportion de la suspension de **2 ans**.

## Cas de dopage découlant des conclusions du Rapport McLAREN

et du Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de **Moscou** (Laboratory Information Management System, **LIMS**)

En Mai **2016** l'**AMA** a créé une commission indépendante dirigée par Richard **McLAREN**, un juriste canadien, afin d'étudier de manière approfondie le système de dopage institutionnel russe appliqué entre fin **2011** et Août **2015**, révélé par le rapport initial (Novembre **2015**) de la première Commission d'enquête sur le sujet (cf plus haut) et corroboré par les allégations dans une interview au New York Times de Grigory **RODCHENKOV** réfugié aux **Etats-Unis** depuis Janvier. L'ex directeur (**2006/2015**) du Laboratoire antidopage de **Moscou** révélait par le détail le système de dopage russe impliquant entre autres le Ministère des sports, les fédérations nationales sportives, l'Agence nationale antidopage et les services secrets.

La Commission **McLAREN** va ainsi collecter et étudier des milliers de documents, courriels, rapports de laboratoires, rapports officiels de contrôles antidopage, révélations de témoins, enregistrements vidéo, photographies, analyses de disques durs, analyses médico-légales d'échantillons d'urine et de bouteilles de laboratoire, SMS...

Richard **McLAREN** a publié son rapport en 2 parties (Juillet et Décembre **2016**) mettant à jour notamment un système de falsification d'échantillons **A** d'urine positifs après analyse par le Laboratoire de **Moscou** avec l'aval du Ministère des sports et inscrits comme étant négatifs dans le Système de Gestion et d'Administration antidopage (**Anti-Doping Administration & Management System/ADAMS**) c'est-à-dire le centre d'information réunissant toutes les données liées au dopage.

Ce système de falsification répertorié sous le nom de "Disappearing Positive Methodology" (Méthode de Disparition des Cas positifs) a été mis en place en vue des **JO 2012 de Londres** et des **CM 2013** d'Athlétisme de **Moscou**.

De plus le même laboratoire de **Moscou** fournissait à de nombreux sportifs russes un mélange de 3 **Stéroïdes** dissous dans de l'alcool afin d'éviter plus sûrement leur détection en accélérant leur disparition de l'organisme ou en atténuant leur présence détectable.

Pour l'Athlétisme les résultats de l'enquête du Rapport **McLAREN** ont dévoilé les noms de Russes dont la positivité a été avérée.

À partir de **2019** l'**AMA** a pratiqué un examen approfondi des échantillons conservés et des données enregistrées dans le Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de **Moscou** (Laboratory Information Management System, **LIMS**) concernant les athlètes russes n'ayant pas été considérés comme dopés lors de la première vague d'enquêtes (**2016/2019**) liée aux conclusions du Rapport **McLaren** mais aussi des athlètes biélorusses impliqués dans ce système.

C'est ainsi que certains d'entre eux présents aux **CE de Zürich** ont été convaincus de dopage, ont vu leurs résultats européens annulés et ont été sanctionnés par une suspension :

@ Ivan UKHOV (Russie), 3e de la Hauteur avec 2,30m, suspendu **2 ans & 9 mois**

et résultats du **16 Juillet 2012** au **31 Décembre 2014** annulés

L'**AIFA** a appris que **UKHOV** était concerné par les conclusions du rapport **McLAREN** avec 7 contrôles avérés positifs à des **Stéroïdes** ou douteux après enquête mais enregistrés comme négatifs après falsification, sur des échantillons prélevés en et hors compétition les **16, 21 & 27 Juillet 2012** ainsi que les **28 Juin, 2, 6 & 30 Juillet 2013**.

L'**AIFA** a demandé au **TAS** en Avril **2018**, agissant en 1e instance de sanctionner l'athlète en tenant compte des circonstances aggravantes.

Initialement en Février **2019**, le **TAS** a décidé de suspendre **UKHOV** pour une période de **4 ans** et de lui annuler tous ses résultats entre le **16 Juillet 2012** (1e test positif du rapport **McLAREN**) et le **31 Décembre 2015** (période arbitrairement évaluée d'annulation des performances qui aurait pu être retenue si l'athlète avait été sanctionné en **2013**).

Ces premières sanctions ont été réduites par le **TAS** en Avril **2021** après appel de l'athlète.

@ Lyukman ADAMS (Russie), 2e du Triple Saut avec 17,09m, suspendu **4 ans**

et résultats du **16 Juillet 2012** au **14 Septembre 2014** annulés

L'**AIFA** a appris que **ADAMS** était concerné par les conclusions du rapport **McLAREN** avec 9 contrôles avérés positifs à des **Stéroïdes** ou douteux après enquête mais enregistrés comme négatifs après falsification, sur des échantillons prélevés en et hors compétition et répartis entre Juillet **2012** et Juillet **2014**.

L'**AIFA** a demandé au **TAS** en Avril **2018**, agissant en 1e instance de sanctionner l'athlète en tenant compte des circonstances aggravantes.

En Janvier **2019**, le **TAS** a décidé de suspendre **ADAMS** pour une période de **4 ans** et de lui annuler tous ses résultats

# Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

entre le **16 Juillet 2012** (1e test positif du rapport **McLAREN**) et le **14 Septembre 2014** (date de la dernière compétition de la saison à laquelle a participé le Russe, l'enquête **McLAREN** ne lui ayant trouvé aucune trace de dopage pour **2015**).

Ces sanctions ont été confirmées par le **TAS** en Avril **2021** après appel de l'athlète.

@ Yekaterina **GALITSKAYA (Russie)**, 5e en Séries du 100m Haies en 13"24, suspendue **3 ans**  
et résultats du **15 Juillet 2012 au 31 Décembre 2014** annulés

L'AIFA a appris que **GALITSKAYA** était concernée par les conclusions du rapport **McLAREN** avec 6 contrôles avérés positifs à des **Stéroïdes** après enquête mais enregistrés comme négatifs après falsification, sur des échantillons prélevés en et hors compétition les **15 & 21 Juillet 2012** ainsi que les **28 Juin, 6, 14 & 26 Juillet 2013**.

L'AIFA a demandé au **TAS** en Avril **2018**, agissant en 1e instance de sanctionner l'athlète en tenant compte des circonstances aggravantes. Initialement en Février **2019**, le **TAS** a décidé de suspendre **GALITSKAYA** pour une période de **4 ans** et de lui annuler tous ses résultats entre le **15 Juillet 2012** (1e test positif du rapport **McLAREN**) et le **31 Décembre 2014** (Période arbitrairement évaluée durant laquelle il a été estimé par l'enquête **McLAREN** que la Russe était dopée et protégée par le système de dopage institué en **Russie**).

La première sanction de **4 ans** de suspension a été réduite par le **TAS** en Avril **2021** après appel de l'athlète.  
@ Yuliya **KONDAKOVA (Russie)**, 6e en Demi-finales du 100m Haies en 13"11, suspendue **2 ans & 9 mois**  
et résultats du **17 Juillet 2012 au 31 Décembre 2014** annulés

L'AIFA a appris que **KONDAKOVA** était concernée par les conclusions du rapport **McLAREN** avec 5 contrôles avérés positifs à des **Stéroïdes** après enquête mais enregistrés comme négatifs après falsification, sur des échantillons prélevés en et hors compétition le **17 Juillet 2012** ainsi que les **10, 17, 24 & 31 Juillet 2013**.

L'AIFA a demandé au **TAS** en Avril **2018**, agissant en 1e instance de sanctionner l'athlète en tenant compte des circonstances aggravantes. En Février **2019**, le **TAS** a décidé de suspendre **KONDAKOVA** pour une période de **4 ans** et de lui annuler tous ses résultats entre le **17 Juillet 2012** (1e test positif du rapport **McLAREN**) et le **16 Juillet 2016**.

L'instance arbitrale a estimé réglementaire d'annuler les performances de la Russe sur une période de **4 ans** à compter du 1e test positif ce qui aurait été le cas vraisemblablement si l'athlète avait été sanctionnée en **2012**.

Ces premières sanctions ont été réduites par le **TAS** en Avril **2021** après appel de l'athlète.  
@ Anna **BULGAKOVA (Russie)**, non classée (3x0) en Finale du Marteau, suspendue **2 ans supplémentaires**  
& résultats du **30 Juin 2013 au 15 Août 2015** annulés

L'AIFA a appris que **BULGAKOVA** était concernée par les conclusions du rapport **McLAREN** avec 7 contrôles avérés positifs à des **Stéroïdes** après enquête mais enregistrés comme négatifs après falsification, sur des échantillons prélevés en et hors compétition le **30 Juin, les 10, 17, 25 & 30 Juillet et le 16 Août 2013** ainsi que le **4 Août 2014**.

L'AIFA a demandé au **TAS** en Avril **2018**, agissant en 1e instance de sanctionner l'athlète en tenant compte des circonstances aggravantes. En Février **2019**, le **TAS** a décidé de suspendre **BULGAKOVA** pour une période de **2 ans** qui, venant s'ajouter à celle initiale de **2017** (cf plus haut), permettait de porter la sanction à un total de **4 ans**, et de lui annuler tous ses résultats entre le **30 Juin 2013** (1e test positif mis à jour dans l'enquête liée au rapport **McLAREN**) et le **15 Août 2015**.

@ Irina **DAVYDOVA-KOLESNICHENKO (Russie)**, 3e du 400m Haies en 54"60, suspendue **2 ans**  
et résultats du **20 Juin 2012 au 30 Juin 2015** annulés sur la base des données du **LIMS**  
@ Irina **TARASOVA (Russie)**, 6e du Poids avec 18,05m, suspendue **2 ans**  
et résultats du **4 Juillet 2012 au 12 Juillet 2016** annulés sur la base des données du **LIMS**  
@ Evgenia **KOLODKO (Russie)**, 2e du Poids avec 19,39m, suspendue **2 ans supplémentaires**  
et résultats du **4 Juillet 2012 au 2 Juillet 2016** annulés

La Russe avait déjà été suspendue **2 ans** (à compter du **2 Juillet 2016**) pour une violation des règles antidopage avérée par le retestage (2016) par le **CIO** de ses échantillons conservés des **JO de Londres**.

En **2022 KOLODKO** a été reconnue une seconde fois coupable de dopage pour son implication dans le système dénoncé par le rapport **McLaren** et suite à l'étude des données du **LIMS**.

La récidive n'a pas été retenue car l'ensemble de ces infractions (retestage **JO 2012 & McLaren/LIMS**) datait de la même époque. Mais les circonstances aggravantes ont été admises et au total la Russe a été suspendue **4 ans** et la durée de disqualification de ses résultats a été étendue.

@ Yekaterina **STROKOVA (Russie)**, 9e du Disque avec 59,13m, suspendue **4 ans**  
et résultats du **20 Juin 2012 au 11 Janvier 2023** annulés sur la base des données du **LIMS**  
@ Sergey **LITVINOV (Russie)**, 3e du Marteau avec 79,35m, suspendu **2 ans**  
et résultats du **14 Juillet 2012 au 25 Février 2016** annulés sur la base des données du **LIMS**

## Dopage et Disqualifications - Zürich 2014

@ Yelena KOROBKINA (Russie), 4e du 5000m en 15'32"89, suspendue **4 ans**

et résultats du **2 Juillet 2013 au 24 Juillet 2016** annulés sur la base des données du **LIMS** & du rapport **McLaren**

@ Nikolay CHAVKIN (Russie), 14e du 3000m Steeple en 8'45"70, suspendu **2 ans et 6 mois**

et résultats du **4 Juillet 2012 au 3 Janvier 2015** annulés sur la base du rapport **McLAREN** et des données du **LIMS**

@ Ekaterina GULIYEV (ex POISTOGOVA) (Russie jusqu'en **2021** puis Turquie), 4e du 800m en 1'59"69, suspendue **2 ans** additionnels

et résultats du **17 Juillet 2012 au 20 Octobre 2014** annulés sur la base des données du **LIMS**

L'ex athlète russe avait déjà été suspendue **2 ans** par le **TAS** en Avril **2017** et avait vu ses résultats du **21 Octobre 2014 au 24 Août 2015** annulés dans le cadre de son implication dans le dopage institutionnalisé dénoncé dans le Rapport **McLaren**.

La 2e implication dans le dopage institué en **Russie** de **GULIYEV** avérée (**2022**) à travers les données du **LIMS** a conduit le **TAS** à la suspendre en Mars **2024** pour **2 ans** supplémentaires (afin de porter la sanction totale à **4 ans** pour l'ensemble des cas considéré comme une seule violation mais avec circonstances aggravantes) et à annuler ses résultats jusqu'au **20 Octobre 2014** (jonction avec la 1e annulation).

L'appel de l'athlète devant le **TAS** a été rejeté en Mai **2025**.